

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Le gouvernement a toujours refusé de reconnaître la possibilité d'une pénurie de pétrole en provenance du Moyen-Orient. J'ai déjà fait remarquer au ministre à la Chambre qu'il pouvait se reporter aux questions posées au comité permanent de l'énergie, des mines et des ressources, aux questions posées à la Chambre par des députés de mon parti et du Nouveau parti démocratique au sujet de l'oléoduc de Montréal. Il trouvera toutes sortes de questions au sujet des approvisionnements en provenance du Venezuela, du Nigéria et ainsi de suite. Le ministre a toujours répondu que ce n'était pas nécessaire, que l'approvisionnement était amplement suffisant. En terminant, je demanderai la permission de déposer une liste de ces questions et des réponses afin qu'elles figurent au Hansard et que le ministre puisse facilement s'y reporter à l'avenir.

● (1730)

Des voix: Bravo!

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): J'ai parlé de l'oléoduc de Montréal. J'espère que personne à la Chambre ne pense un instant que tout ce que nous avons à faire, c'est de passer l'hiver. La situation à Montréal est grave. La situation dans tout l'Est du Canada est grave et le sera pendant bien des années à venir. Le 4 septembre, le premier ministre (M. Trudeau) a dit que l'on avait décidé de construire l'oléoduc jusqu'à Montréal. Deux mois et demi plus tard, le 26 novembre, rien n'a encore été fait. Le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gillespie) a semé la confusion en signalant qu'il n'y avait pas d'acier pour construire cet oléoduc cette année, ni l'année prochaine.

J'aimerais dire que l'attitude de la loyale opposition de sa Majesté est bonne. En 1961, elle a annoncé une politique nationale des pétroles qui, à ce moment-là, était la bonne politique pour le Canada. Elle a sauvé l'industrie du pétrole de l'Ouest et a donné l'autonomie au Canada d'aujourd'hui qui nous a épargné le sort actuel de nos voisins du Sud.

Des voix: Bravo!

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): En 1969, deux ans après le début du conflit israélo-arabe, un congrès de notre parti a eu lieu à Niagara Falls. Nous avons présenté des résolutions officielles exigeant un oléoduc jusqu'à Montréal pouvant transporter 200,000 à 400,000 barils par jour, pour garantir que l'on n'aurait pas froid l'hiver. Le gouvernement n'a pas réagi avant le 4 septembre 1973. Les media n'ont eu aucune réaction positive. Tout ce qu'ils ont dit, c'est que les gens de l'Ouest essayaient de nous fournir plus de pétrole à l'Est. J'aimerais poser une question bien simple à tous les députés. Que faisait le parti libéral pendant que Montréal et l'est canadien étaient menacés? Nous savons ce qu'il faisait. Il s'intéressait à tout sauf à l'économie du pays.

Des voix: Bravo!

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): En 1969, notre parti a demandé qu'on modifie la politique nationale du pétrole de 1961. Le gouvernement n'a pas encore exposé sa politique pétrolière. L'une des toutes petites parties de cette politique, bien qu'elle n'en soit pas moins importante, est la question de l'oléoduc de Montréal. Au nom de mon parti et de tous les Canadiens, j'espère, je dis donc au gouvernement: «Construisez l'oléoduc de Montréal. Construisez-le dès maintenant.»

Ressources énergétiques-Politique

Des voix: Bravo!

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): On n'a tenu aucun compte des questions que j'avais posées au comité en janvier et en février. Le premier ministre a fait sa déclaration le 4 septembre. Deux mois et demi plus tard, rien n'a encore été fait. Le gouvernement discute du financement du projet avec une entreprise privée, l'Interprovincial Pipe Line. Selon moi, le gouvernement doit trouver les fonds nécessaires, même s'il doit construire et payer l'oléoduc lui-même. Si le gouvernement peut répartir l'énergie et rationner l'essence, il peut affecter à l'oléoduc l'acier produit par nos aciéries et commencer les travaux. Tout gouvernement qui se rend compte de l'urgence de la situation pourrait faire construire l'oléoduc en 14 mois, et il serait prêt pour l'automne de 1974. L'oléoduc de Montréal serait alors terminé juste à temps pour être relié à l'oléoduc de l'Interprovincial Pipe Line à l'ouest. Nous aurions tout le pétrole nécessaire. Pourquoi les gens de Montréal et de l'Est du Canada devraient-ils s'inquiéter chaque hiver pendant des années pendant que le gouvernement hésite, temporise et se donne des airs; tantôt il est arrogant, tantôt hypocrite? Monsieur l'Orateur, je pense en avoir dit assez pour que le Canada se rende compte qu'il est temps que le gouvernement actuel procède à un remaniement ministériel.

La Chambre me permet-elle de déposer ce document d'une importance capitale?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député sait que le Règlement de la Chambre ne permet pas aux simples députés de déposer des documents.

M. Woolliams: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Je me demande si la Chambre consentirait à faire annexer au Hansard la liste des questions et réponses qui font partie de l'exposé du député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton).

Des voix: Non.

M. Woolliams: Ils ne veulent pas voir la réalité en face.

M. l'Orateur: Bien sûr, que la Chambre peut tout faire ou presque, si elle y consent. Mais il est évident que la proposition du député, qui requiert le consentement unanime, ne fait l'unanimité.

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, le discours adressé à la population par le premier ministre (M. Trudeau) jeudi soir dernier et celui que vient de faire cet après-midi le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, donnent l'impression d'un gouvernement pris au dépourvu devant un pays en pleine crise d'énergie. Combien de fois n'a-t-on pas averti le gouvernement de l'imminence du beau gâchis où nous nous trouvons aujourd'hui?

Des voix: Bravo!

M. Douglas: Les problèmes auxquels nous devons faire face à cause de cette pénurie de pétrole sont dus à la négligence du gouvernement qui n'a pas su formuler et appliquer une politique du pétrole. On demande maintenant aux Canadiens de goûter aux fruits amers de l'inaction de leur gouvernement.

Des voix: Bravo!

● (1740)

M. Douglas: Une des raisons pour lesquelles nous nous trouvons dans cette situation pénible, c'est qu'il n'existe